

Le 4 Juin 2007

Roger de WINTER, Agronome
Brome, Qc

À la Commission sur l'avenir de l'agriculture
et de l'agro-alimentaire québécois

Comme agriculteur et agronome j'aimerais moi aussi, faire part de mes appréhensions et propositions pour le futur du secteur agricole auprès de la commission en souhaitant qu'elles soient de quelque utilité. J'aimerais tout d'abord féliciter la commission pour sa documentation de consultation qui jette les bases pour un bon débat sur le futur de l'agriculture au Québec.

On ne peut guère parler du futur de l'agriculture du Québec sans mentionner les grandes tendances qui prévalent en ce moment sur notre planète et qui vont vraisemblablement conditionner les 3-4 prochaines décennies. Sans contester les quelques bases qui se trouvent dans le document de référence, qu'il me soit permis de rajouter les suivantes :

1. Contrairement à ce qui était pensé il y a un demi siècle **les ressources naturelles ne sont pas inépuisables**; en moins d'un siècle, les hommes ont brûlé une bonne partie du pétrole qui a pris des millions d'année à se constituer. Il existe probablement encore de bonnes réserves d'hydrocarbures et de pétrole, mais elles sont, avec notre technologie d'aujourd'hui de plus en plus coûteuses à extraire. Ceci pourrait vouloir dire que nos sources conventionnelles d'énergie et d'intrants pour l'agriculture pourraient devenir à brève échéance de plus en plus coûteuses pénalisant d'autant notre compétitivité par rapport à des agricultures moins énergivores.

2. **La qualité des ressources comme l'eau, le sol et l'air semble être mise à mal, ce qui a des répercussions graves sur la santé humaine.** Nous ne devrions jamais oublier que nous empruntons ces ressources de nos enfants et que nous devrions en conséquence les gérer et les utiliser en bon père de famille. La commission devrait avoir ce point sur la préservation des ressources à l'esprit, car il prime sur toutes les autres considérations.

Que se passe-t-il actuellement? Bien souvent nous sommes ignorants de ce qui passe avec la qualité de nos ressources; les media parlent en ce moment de la qualité de l'eau à cause des algues bleues; de temps à autre on nous informe du smog; récemment on nous a beaucoup parlé de la forêt surtout publique et de sa mauvaise gestion; on n'indiquait il y a quelques temps la découverte de traces d'atrazine dans le St-Laurent; il y a quelques temps aussi, on nous parlait des hauts taux de contamination par le mercure des ressources halieutiques dans le nord ou encore de la très rapide prolifération de certaines espèces comme l'herbe à poux. Toute cette information semble bien partielle et n'offre pas un panorama satisfaisant de la situation. Que se passe-t-il par exemple avec l'usage des antibiotiques et des hormones dans les productions animales et ailleurs et que l'on retrouve dans l'eau; n'existe-t-il pas un lien avec l'usage de ces derniers et la résistance de certaines bactéries à nos médicaments; n'existe-t-il pas un lien entre les pesticides utilisés en agriculture ou ailleurs et le développement de certaines tumeurs ou types de cancer; comment se fait-il que le nombre de personnes atteintes d'asthme ou d'allergies ne cessent d'augmenter. Il serait donc important d'avoir l'heure juste au niveau de la qualité de nos ressources essentielles à la vie. Les problèmes de l'eau ne sont pas juste un problème d'algue bleue ou de coliformes; il y a lieu d'examiner toutes les formes de contamination de nos ressources et de s'assurer d'une qualité irréprochable à long terme. Comme gens responsables nous avons le devoir de léguer à nos enfants un patrimoine naturel en excellente santé indemne de tout produit indésirable. Nous devons avoir un leadership fort sur le sujet avec une vision à long terme indéfectible sur le thème de la protection de nos ressources naturelles. Le ministère de l'environnement ne devrait pas être un ministère qui gère les plaintes anonymes de citoyens

mécontents mais plutôt un ministère qui informe, qui fixe des normes, qui prend les moyens pour les appliquer et qui gère ses dossiers et ses responsabilités. Ce ministère ne devrait pas fixer des normes chaque 4 ans mais avoir une vision à long terme qui tient la route. La situation qui prévaut en ce moment au niveau du leadership et de la vision n'est donc pas acceptable.

3.1/3 de l'humanité ne mange pas à sa faim et n'a même pas accès à de l'eau potable et ce particulièrement en Afrique. De plus **1/4 des populations du monde développé dont le Québec n'a pas accès à de la nourriture** en quantité et /ou en qualité. Ceci ne devrait pas être acceptable pour personne; des mécanismes devraient être instaurés parallèlement à des mesures de long terme pour endiguer cette honte; il n'y a absolument aucune raison pour avoir des enfants qui vont à l'école le ventre vide ou d'avoir des gens qui attrapent le ver de Guinée ou la bilharziose en consommant de l'eau. Nous avons des surplus de nourriture, nous avons les moyens techniques pour endiguer les problèmes; ce qu'il manque c'est beaucoup de meilleure volonté et une bonne dose de leadership.

4. Il y a un **risque de pandémie** à moyen terme certainement plus élevé qu'il y a un siècle à cause des déplacements importants de populations et de biens auquel s'ajoute les risques de bio-terrorisme ainsi que les risques d'accident comme la contamination à la mélamine, aux coliformes, ou encore l'entrée accidentelle de parasites dûs aux échanges commerciaux ...etc. L'agriculture est au première ligne de ces menaces et il y a lieu de ne pas se mettre la tête sous le sable; les services actuels sont bien souvent inadéquats pour endiguer ces menaces.

5. Depuis quelques années, on parle de **changements climatiques** ou encore de changements de climat dûs à l'activité humaine. Ce point affecte directement l'agriculture. Que l'on pense par exemple aux raisons qui font que le Maine, le Vermont et le New Hampshire ne produisent pratiquement plus de sirop d'érable alors qu'il y a à peine 30 ans, ces États étaient les plus gros producteurs au monde. La raison de leur arrêt est que sur 3 ans, les producteurs manquaient au moins une campagne dûe à l'arrivée trop précipitée du printemps et qu'ils ne pouvaient plus ainsi amortir leur équipement. Les gens de l'Estrie pourraient être les prochains sur la liste. Toujours est-il qu'il y a lieu de porter une attention toute particulière à ces nouveaux phénomènes climatiques qui risquent de porter atteinte à notre agriculture et foresterie. Les propositions qui seront faites quant au développement de l'agriculture et de la foresterie devront tenir compte de ce facteur.

6. Aux niveaux amont et aval de l'agriculture, on constate qu'il y a une **cartellisation des services** à l'échelle de la planète que ce soit au niveau de la production et de la fourniture des intrants agricoles, de la production et distribution de la semence, de la commercialisation...etc . Ces grandes entreprises n'ont pas de frontière, n'ont pas de gouvernement, et peuvent déplacer leur siège d'un continent à l'autre sans trop être importunées. Il y a un besoin de contrôle concerté et d'établissement de règles et normes au niveau de la planète.

7. Au niveau de la production agricole canadienne et québécoise , nous avons de plus en plus une **production à deux vitesses** avec des fermes de plus en plus en grosse (20% de l'effectif) qui n'ont plus rien de familial et qui produisent 60-80% de toute la production et ce pour la plupart des spéculations. Les plus petites unités quant à elles tentent de survivre ou disparaissent tout simplement. Ces petites unités généralement familiales s'orientent de plus en plus vers des marchés de niches, le biologique ou encore une agriculture à temps partiel pour compenser les manques à gagner. Pourtant ces petits et moyens producteurs remplissent des fonctions essentielles ne serait-ce que par l'occupation du territoire et du rôle qu'elle joue au niveau de leur communauté. D'autre part et comme indiqué auparavant il serait important de faire un bilan

énergétique pour constater que la petite et moyenne entreprise est probablement plus efficace et résistera beaucoup mieux à n'importe quel accident de marché (pandémie, explosion des prix de l'énergie,). Une ferme intensive de grande taille va supposer une plus grande utilisation d'énergie fossile; de plus comme cette grosse unité est centralisée, elle suppose de grands moyens pour la distribution des produits. A l'inverse, la petite unité dessert sa communauté, engage de la main d'œuvre locale, s'approvisionne localement, utilise des techniques qui respectent plus le milieu et l'environnement que la monoculture à grande échelle ...etc. Il y a certainement place pour les deux types d'agriculture; il serait probablement une erreur d'en faire mourir une aux dépens de l'autre.

8. Problème de leadership, coordination, vision dans le secteur agricole qui handicape le secteur. Une multitude de ressources se donnent le mandat d'appuyer le secteur agricole du niveau fédéral jusqu'au niveau municipal en passant par les CLD-MRC et syndicats. Les appuis se font à l'emporte pièce; les programmes sont quelquefois contradictoires ou non pertinents; ils coûtent bien souvent très chers sans pour autant appuyer ceux qui en ont vraiment besoin (par exemple au niveau de notre CLD, 800 000\$ ont été dépensés en salaires et production de rapport pour distribuer 100 000\$ à des programmes d'appui pour des entreprises locales); ils demandent énormément de travail aux producteurs et bien souvent le travail demandé est bien supérieur à ce qui est reçu; certains programmes ne font pas de sens et le producteur a peu de recours (par exemple j'ai un permis pour l'exportation de sirop du gouv. Fédéral (GF); en 2007 le GF décide d'augmenter les normes de salubrité en nous produisant un rapport de 250 pages que l'on nous remet 2 semaines avant les sucres. 2 Inspecteurs viennent faire la vérification pendant les sucres et décident qu'il n'y a pas assez de stainless et de plastique dans ma cabane à sucre; 2 inspecteurs viennent après les sucres m'informer de leur rapport; j'ai maintenant deux choix : ou bien investir 30-50 000\$ dans la cabane pour pouvoir exporter ou encore vendre mon sirop à un exportateur qui le vendra à l'extérieur du Canada. L'aberration de tout cette situation est que je ne peux exporter mon sirop parce que mon bâtiment serait non conforme par contre un exportateur peut acheter mon sirop et l'exporter. A toute cette histoire se rajoute les normes biologiques ainsi que celles de la Fédération). L'exemple précédent illustre le fait qu'il y a lieu de nettoyer toute cette paperasse et demandes bien souvent inutiles en plus d'être quelquefois contradictoires qui donnent énormément de travail aux producteurs sans pour autant régler ses problèmes mais bien souvent en créer d'autres. Il est vrai que toutes ces tracasseries administratives pour les producteurs créent des emplois à d'autres niveaux.

De plus, plusieurs décisions prises il y a quelques années comme celles du zonage agricole doivent être revues car bien souvent inappropriées. Actuellement, les terres sont classées vert ou blanc; ceci est nettement insuffisant. Il faudrait que quelqu'un vérifie l'usage de ces terres et que le zonage soit plus flexible. Beaucoup de terres de notre région par exemple sont en friches pour diverses raisons; certaines de mes terres sont classées vertes mais résidentielles (ceci veut dire qu'on ne peut pratiquement plus rien y faire dessus). Il y a donc lieu de penser remettre le dossier du zonage à jour pour bien sûr protéger les terres agricoles lorsqu'elles ont une vocation agricole mais aussi concilier le zonage avec les autres besoins des populations en terme de développement.

La mise en marché des produits et particulièrement des produits artisanaux est un véritable chemin du combattant. De seulement penser à la production de vins et liqueurs donnent le vertige par la quantité de papier qu'il va falloir produire et des tracasseries administratives qu'il va falloir subir. Si l'on veut stimuler les productions artisanales, locales ...il va falloir une véritable réingénierie du travail de tous les intervenants que ce soit au niveau de la recherche, de la vulgarisation, de la mise en place, du suivi et de l'évaluation.

Pistes de solutions

Il n'y a pas de solutions rapides et miracles pour endiguer les problèmes du secteur agricole à court terme. Je ne prétends pas non plus en quelques pages offrir des solutions toutes faites car de grandes parties du secteur agricole sont en ce moment à une croisée de chemins. Il y a donc lieu de se projeter dans l'avenir et de penser avec ce que nous avons maintenant, quels pourraient être les meilleures perspectives et les meilleurs choix à faire. Plusieurs problèmes indiqués dans la partie précédente donnent déjà une partie de la solution mais nous devrions être assez humbles pour accepter quelques prémisses comme :

- les ressources naturelles devraient être inaliénables car elles appartiennent à nos enfants;
- nous devrions réapprendre à vivre avec la nature plutôt que d'essayer de la dominer à n'importe quel prix (le plus bel exemple est celui de la gestion de nos forêts publiques avec un secteur privé fort dynamique qui a réussi à récolter l'ensemble de nos forêts sans trop se soucier du lendemain);

- la science seule n'est pas en mesure de résoudre tous les problèmes; il faut y rajouter de temps à autre une dose de conscience (inaccessibilité aux produits de première nécessité pour une partie de la population même s'il y a surabondance).

Thèmes à privilégier

A). Il faut avoir **une vision à long terme de la gestion de la qualité de nos ressources** (air, eau, sol, forêts)

- En ayant un **leadership responsable et transparent** qui pense à long terme en matière de préservation et d'utilisation des ressources.

- En introduisant de **nouvelles technologies** appropriées qui tiennent compte de l'environnement comme l'agro-foresterie, la production de fibres, la production de carburants, la production de matériaux de construction verts, la production de compost et gaz méthane...etc; ces nouvelles technologies sont tout d'abord respectueuses de l'environnement; sont créatrices d'emplois et permettent à l'agriculture de performer dans d'autres créneaux que les traditionnels. Pour faire cette transition des appuis budgétaires et des réformes fiscales devront avoir cours pour que l'agriculteur ne soit pas encore une fois le seul à supporter ces mesures dans un cadre de normes et de supervision sans vision et contraignant.

- En versant des **budgets appropriés** pour faire de la recherche, solutionner nos problèmes d'environnement et appuyer les principaux intéressés ;

B) **Garantir une autonomie alimentaire minimale** de qualité en la protégeant; en oeuvrant de façon respectueuse de l'environnement et en s'assurant de prix compétitifs. Pour ce faire nous avons en ce moment des systèmes de gestion de l'offre pour certaines productions qui jouent bien leur rôle de régularisation de la production mais qui ne sont malheureusement pas équitables car ils sont devenus des barrières à l'entrée insurmontables. Des modifications importantes devront être introduites à nos systèmes pour augmenter la flexibilité et les transferts; pour préserver et stimuler l'entrepreneuriat au niveau individuel et enfin pour s'assurer que le système est pleinement transparent.

Pour les autres productions, les producteurs opèrent bien. Par contre la commercialisation de la plupart de ces produits que ce soit pour le porc, les bovins de boucherie, les céréales, le bois, le mouton, les pommes de terre...etc est un véritable problème court terme avec des conséquences dramatiques pour bon nombre de gens. Il est vrai qu'il est de plus en plus difficile de jouer sur les marchés internationaux d'autant plus qu'un grand nombre de pays sont capables de produire à rabais ou encore possèdent des conditions plus favorables que les nôtres. Il faut par exemple 20-25 ans pour produire un acajou mature en Amérique Centrale alors qu'il nous faut 60-70 ans

pour produire un chêne ou un érable au Québec; on est capable de produire du porc ou du bœuf à prix défiant toute concurrence aux ÉU ou au Brésil avec des céréales pas chères ou subventionnées. Que pouvons nous proposer face à cette compétition féroce? **Premièrement satisfaire et couvrir les besoins de notre marché local à prix compétitif; deuxièmement promouvoir les produits de niche impliquant des 2^{ème} et 3^{ème} transformation avec l'appui des entités de recherche; troisièmement appuyer la formation des producteurs pour diversifier leur production ou acquérir d'autres aptitudes professionnelles; quatrièmement diminuer le carcan administratif et stimuler financièrement l'entrepreneuriat local, cinquièmement appuyer l'éradication de la faim ici et ailleurs et pour terminer préparer le secteur agricole pour les 20-30 prochaines années avec discernement et vision .**

C) **L'environnement n'est pas seulement l'affaire des agriculteurs;** il appert de plus en plus que les agriculteurs sont de grands pollueurs même s'ils font de gros effort pour changer cette image. Ils sont entre autre pointés du doigt pour les algues bleues, pour la contamination des nappes phréatiques et des cours d'eau, pour les odeurs. Une grosse part des problèmes provient de la gestion des lisiers pour lesquels le gouvernement a une très grande responsabilité. A une époque récente on a fait à grands bruits et avec beaucoup de subventions la promotion des fosses à lisier liquide. Pourquoi ne pas faire plutôt la promotion de la séparation des liquides du solide avec production de compost et/ou méthane. Les sous produits ainsi générés permettraient de diminuer les odeurs, de produire et d'offrir sur le marché de l'énergie et du compost. Ceci permettrait de réduire considérablement les nuisances. Il en est de même de l'agro-foresterie qui est une combinaison de la sylviculture et de l'agriculture; peu de chose sont faites dans ces domaines même si la combinaison des deux pourraient être bénéfiques en terme de l'environnement et du revenu. Toutefois, à bien y regarder l'agriculture n'est pas forcément le plus grand pollueur et **puisque'on parle actuellement d'échange de carbone entre pays on pourrait peut-être le faire à l'interne en demandant aux agriculteurs de produire et vendre du carbone aux entreprises polluantes.**

D) **La globalisation et les échanges interplanétaires** ne devraient pas se faire seulement sur le dos de l'agriculture à moins de compensation appropriée. On ne peut que se féliciter lorsque des grosses entreprises québécoises réussissent à obtenir des contrats ou encore vendre de nos produits à l'étranger avec retombées importantes pour l'économie québécoise. Cependant, ce qui se passe bien souvent est que les pays qui achètent nos produits nous envoient bien souvent les leurs qui sont trop souvent des produits agricoles produits à moindre coûts chez eux. Notre secteur agricole s'en trouve pénaliser; il y aurait donc lieu de **dédommager ceux qui font les frais de cette globalisation à savoir les agriculteurs** de chez nous.